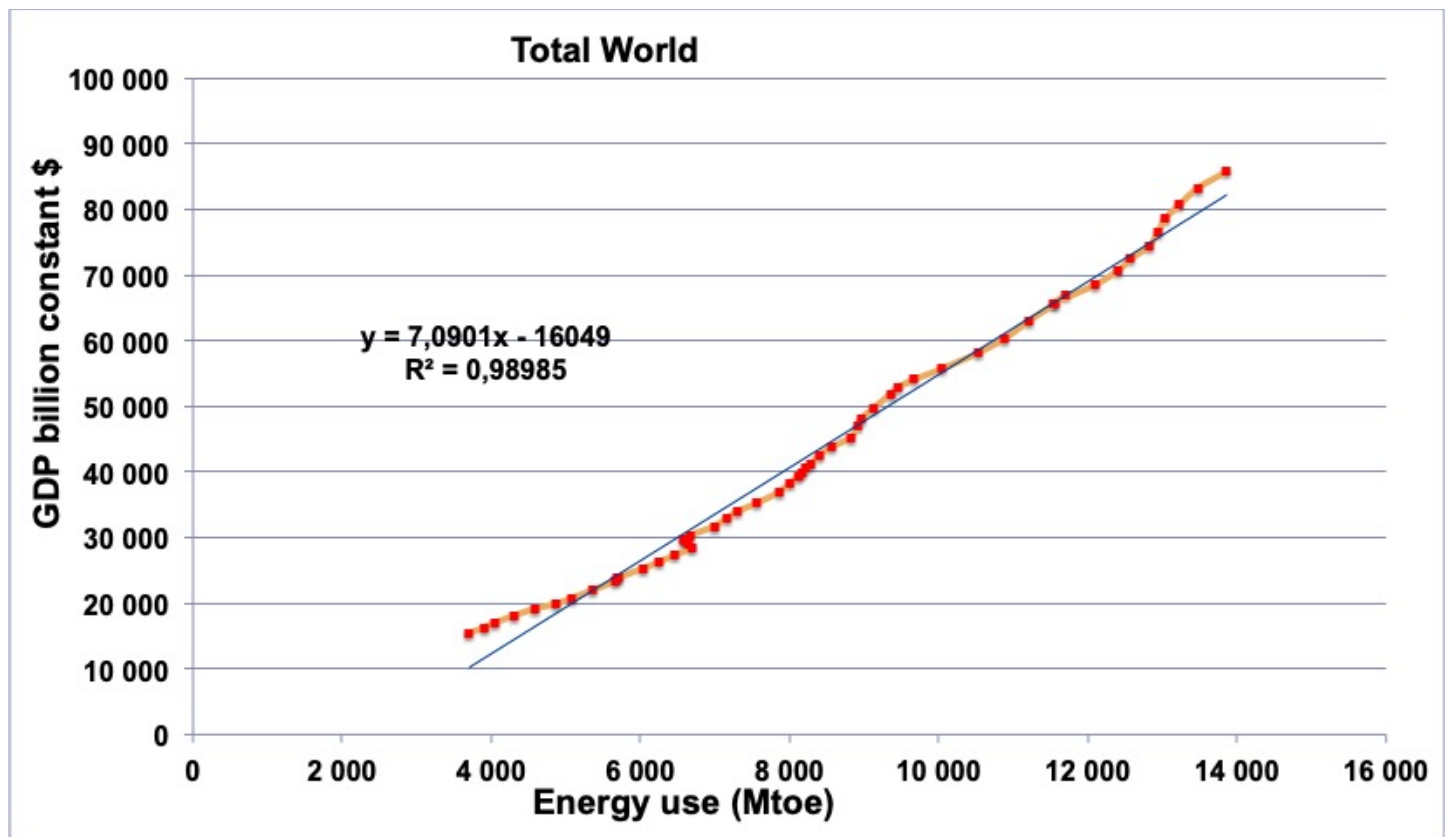


CO2 ou PIB, il faut choisir!



Lien entre le PIB (GDP) et la dépense énergétique

Régulièrement, je reviens sur cette proportionnalité inébranlable, sans aucun découplage, ni absolu, ni relatif, entre la pollution environnementale, plus particulièrement les émissions de CO2, et la croissance du PIB. Tant que l'on n'aura pas compris cela, je crains fort que nous nous dirigeons vers un changement climatique bien plus dramatique qu'escompté. Le graphique ci-dessus illustre parfaitement l'étroitesse du lien entre le PIB (GDP en anglais), et la dépense énergétique, et donc, puisque cette énergie est essentiellement basée sur les énergies primaires fossiles, les émissions de CO2. La seule petite encoche sur le graphe date de 1973, moment où la consommation énergétique a décliné alors que la croissance se poursuivait: premier choc pétrolier. Seul moment de l'Histoire où s'est déroulé un découplage absolu entre consommation énergétique et croissance du PIB.

Or donc, le PIB. De plus en plus contesté, même par les économistes classiques, l'indicateur de croissance phare, le PIB, utilisé notamment pour construire la loi de finance, doit être détrôné. En Allemagne, les dirigeants veulent ajouter une trentaine de nouveaux indicateurs pour apprécier plus finement l'état du pays et optimiser les investissements pour atteindre bien-être et neutralité carbone.

Une petite révolution! Les Allemands pensent que le PIB n'estime plus suffisamment bien leur économie. En France, une étude du ministère de la Transition écologique publiée récemment s'appuie sur 10 indices pour établir la place de la France dans le monde en matière environnementale: prémisse d'une révision de la place du PIB?

En effet, l'un des objectifs du PIB, qui mesure les échanges de biens et de services entre les personnes, les entreprises ou les administrations publiques, est de comparer la prospérité des nations entre elles et leur évolution. Toutefois, cet indicateur semble de moins en moins pertinent. Même la recherche en économie l'utilise de moins en moins.

La pandémie a accéléré la remise en cause du PIB. Certaines richesses ne sont pas mesurées par cet indice. Dans l'économie du PIB, on maximise la production et la consommation; or produire et consommer toujours plus accroît les inégalités et les externalités négatives liées au climat, au chômage, à la pollution, et à la précarité. Ainsi, le PIB ne rend pas compte de la réalité sociale, écologique, ne prend pas en compte la crise climatique, ne mesure pas ce qui est détruit, ni la qualité de ce qui est produit. Par exemple, une inondation sera créatrice de valeur d'un point de vue strictement comptable.

Dans une conférence intitulée «CO2 ou PIB, il faut choisir», vue près de 3 millions de fois sur YouTube, Jean-Marc Jancovici alertait déjà, dans une leçon inaugurale le 29 août 2019 à Science Po: «si vous voulez plus de PIB vous aurez plus de CO2...» (<https://www.youtube.com/watch?v=Vjkg8V5rVy0&t=7774s>). L'ingénieur estime ainsi que la

décarbonation de l'économie ne va pas de pair avec la course au gain de PIB, graal des économies occidentales. Le cofondateur de Carbone 4 appelle ainsi à revoir la place de cet indicateur. Le Shift Project, think tank qu'il a cofondé également, espère peser dans le débat de l'élection présidentielle avec son plan de transformation de l'économie française fondé sur la sobriété et la décroissance.

Le règne du PIB nonagénaire fragilisé par la crise de la Covid est-il terminé? Sans doute. Le PIB sera inopérant dans 5 à 10 ans et les économistes orthodoxes se refusent à le voir. L'expérience de la pandémie enterre la culture du PIB au cimetière des indicateurs. Désormais, place aux nouveaux indicateurs prenant en compte, entre autres, le développement humain.

Avant l'Allemagne, d'autres pays, la Nouvelle-Zélande, la Finlande, ou l'Ecosse, ont instauré des indicateurs alternatifs. Même les entreprises font évoluer leur comptabilité et adoptent des approches dites en «triple capitale» où elles quantifient la richesse créée dans un cadre écologique et social. Mais, en cas d'évolution vers un tableau de bord composé de plusieurs indicateurs, la difficulté sera d'avoir des données transparentes, comparables et basées sur des critères objectifs. C'est l'OFCE, Observatoire français des structures économiques, qui le dit.

Bruno Bourgeon, <http://www.aid97400.re>

D'après Novéthic du 9 Février 2022: <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/ressources-naturelles/isr-rse/apres-l-allemande-la-france-pourrait-completer-le-pib-par-de-nouveaux-indicateurs-pour-piloter-ses-politiques-publiques-150561.html>